

L'ÉCOLE DE F.I. OU FI L'ÉCOLE ?

Serge Herreman

Chaque fois qu'un discours politique se présente comme révolutionnaire le citoyen s'intéresse aux conséquences générales et personnelles (dans le domaine public et intime). Nous avons été si souvent échaudés par la contradiction entre les déclarations et les actes que c'est avec appréhension (mais tout de même espoir) que Serge Herreman s'est penché sur les propositions de la France Insoumise pour ouvrir un débat.

L'école de l'égalité et de l'émancipation

Ils sont quelques-uns parmi nos « politiques » à défendre l'idée d'une sixième République avec une nouvelle constitution à la clé, d'A. Montebourg à B. Hamon sans oublier J.L. Mélenchon. Mais il semble bien que ce dernier et la *France Insoumise* aient aujourd'hui quelques longueurs (idées) d'avance. On s'arrêtera donc un moment à ce mouvement et à ses propositions pour l'école. On s'y arrêtera d'autant plus volontiers que l'engagement de la *France Insoumise* et le programme qu'elle défend nous semblent dignes d'intérêt : la volonté de transformer le système en place y est clairement énoncée dans de nombreux domaines. Or, on le sait, toute volonté de transformation profonde ne saurait aller sans une idée novatrice de l'école. Pour le dire autrement, on peut difficilement vouloir « faire du neuf avec du vieux »...

L'école de l'égalité et de l'émancipation est le titre du livret que la *France Insoumise* consacre à l'école et l'éducation ; il correspond à une partie de son programme « L'avenir en commun ». Voici ce qu'en disait Médiapart le 23/3/2017 :

« Il ressort de la lecture de ce projet éducatif une double orientation quelque peu contradictoire : une approche résolue

des inégalités scolaires afin de les réduire par diverses mesures, et un retour à des pratiques d'enseignement, d'évaluation et d'orientation qui ont si bien servi ces mêmes inégalités scolaires. Une volonté sans doute de concilier réponse aux aspirations à la démocratisation de l'accès à la formation par des mesures progressistes et prise en compte du malaise enseignant en préconisant le retour à une organisation pédagogique plus traditionnelle ». Et d'enfoncer le clou : *« Les propositions pour l'École de la France Insoumise affichent une double ambition : surmonter les inégalités scolaires, conserver un modèle d'enseignement en partie porteur de ces mêmes inégalités ».*

Quel crédit accorder à ces propos ? Afin de soumettre notre propre lecture, nous nous proposons d'examiner deux passages de *L'école de l'égalité et de l'émancipation* : Une école où il fait bon apprendre et Transmettre des savoirs.

Premier passage, page 13. Citation du livret *Une école où il fait bon apprendre* :

« Encourager la coopération :
► maintenir les classes multi-âges, facteur de réussite pour tous les élèves ; ► encourager les formes coopératives de travail et favoriser le tutorat entre élèves par des

pédagogies adaptées et la valorisation des réalisations et activités collectives ; ► abroger le « livret scolaire unique numérique » et appliquer une évaluation valorisant la progression des élèves et interdisant tout classement ; ► organiser dès l'école primaire l'intervention d'acteurs associatifs pour éduquer à l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre toutes les discriminations. »

Commentaire

Cette partie nous semble aller dans un sens novateur ; elle correspond aux attentes d'un « avenir en commun » à plusieurs niveaux : ► la prise en compte de la dynamique de l'hétérogénéité positive dans les apprentissages ; ► l'intérêt souligné d'un travail coopératif et le caractère indispensable de réalisations (productions ?) collectives ; ► le refus d'une certaine forme d'« évaluation » ; ► la place à donner à chaque partenaire associé à la vie de la cité.

Second passage, page 18.

Citation du livret *Les Enseignant·e·s, Clef de la transmission du savoir*

Sans les enseignants, rien de ce que nous voulons entreprendre n'est possible. Nous voulons reconnaître leur haute qualification, fondée sur une double maîtrise scientifique et pédagogique.

Transmettre les savoirs :

► replacer les disciplines (français, mathématiques, sciences, histoire et géographie...) au cœur des apprentissages en rétablissant les heures disciplinaires...

Commentaire

On peut penser que cette volonté de « replacer des disciplines scolaires » au cœur des apprentissages donne satisfaction à bon nombre d'enseignants « traditionnels » du second degré... Elle peut surtout, si on n'y prend garde, renvoyer aux propos « de droite » sur les « savoirs fondamentaux » via les programmes de 2007 et de 2008.

Mais sans nul doute, les rédacteurs de *L'école de l'égalité et de l'émancipation* souhaitent-ils exprimer une conviction forte qui est, selon eux, celle du retour à l'école de la République et non déve-

lopper un discours réactionnaire. L'idée serait que chaque élève a le droit aux mêmes contenus de savoir et, pour les acquérir, à la même fréquentation des disciplines scolaires. Il faudrait corollairement se défier de l'interdisciplinarité et d'une pédagogie de projet liant les savoirs de façon complexe. On doit d'abord maîtriser le disciplinaire avant d'affronter le réel.¹

Évoquons rapidement ces deux questions, celle des disciplines scolaires et celle de l'école de la République.

► La notion de « discipline scolaire » n'est ni claire, ni fixée dans le temps. Ainsi, une discipline scolaire ne correspond pas le plus souvent à une discipline universitaire unique. Par ailleurs, les disciplines scolaires évoluent historiquement et correspondent souvent à des choix de société du moment (éthiques, sociaux, idéologiques). **Question :** à quelle égalité de « traitement » peut correspondre l'idée de « discipline scolaire » ?

► L'école de la République décrite via ces disciplines scolaires renvoie quant à elle à l'idée de

l'élitisme républicain. **Question annexe mais centrale** : l'élitisme républicain devrait-il rester le modèle de transformation alors qu'il n'a prouvé sa réelle efficacité que pour les enfants de la classe dominante, ne déclenchant l'ascenseur social pour une ultra minorité des autres ?

Un autre regard

Prenons le temps d'aller voir du côté d'un autre projet... de gauche. Que dit-il de l'élitisme républicain et comment répond-il aux questions que nous avons évoquées ?

*« En finir avec l'élitisme républicain
Un projet pour l'école, c'est un projet pour la société. Contre le tri scolaire, instrument du tri social, nous affirmons que le système éducatif a comme objectif non pas de former une élite de « décideurs » et des cohortes d'« exécutants » précarisés, mais bel et bien de permettre à tous et à toutes d'intervenir sur le*

monde. Concrètement, cela demande de changer les contenus et les pratiques mais aussi de modifier en profondeur la structure de notre système scolaire... Partager les savoirs pour partager les pouvoirs. Un projet révolutionnaire. Les connaissances jouent un rôle de plus en plus important non seulement dans l'économie mais aussi dans la société en général, notamment dans la pratique démocratique. Le savoir est un pouvoir ! La démocratie exige donc le partage des savoirs. Pour cela, il faut transformer le système éducatif : en finir avec l'école du « mérite » et de la sélection, qui accroît les inégalités ; fonder une école de l'égalité, qui permettra à tous les futurs citoyens de s'approprier des savoirs complexes ».²

Éclairer et débattre

Alors ? Qu'en est-il du programme de la *France Insoumise* ? L'analyse de Médiapart ne semblerait-elle pas, pour le coup, justifiée ? Et les extraits de l'école en commun cités ci-dessus n'ouvriraient-ils pas l'espace du questionnement ? On s'accordera sur l'intérêt qu'il y aurait à demander à la *France Insoumise* d'apporter des précisions sur sa position de fond. *L'école de l'égalité et de l'émancipation* se veut-elle celle de la promotion collective ? Si oui, peut-elle se satisfaire de l'idée d'une transmission des savoirs en « remplaçant les disciplines scolaires au cœur des apprentissages » ? N'y a-t-il pas,

pour reprendre une expression marxiste, *contradiction fondamentale* entre ces deux « concepts » ?

Poser ces questions, c'est défendre l'idée d'un débat à initier entre partisans d'une *réelle* transformation de la société pour l'avènement d'une sixième République allant dans le sens du progrès.

Le débat est ouvert avec qui le veut... ●

(1) ► Cela peut expliquer les dispositions prévues sur le retour du redoublement (davantage de temps pour acquérir les savoirs visés) et la suppression de la réforme du collège qui prévoyait des enseignements pédagogiques interdisciplinaires autour d'une pédagogie de projet. (2) ► L'école en commun : pour un projet communiste de transformation du système éducatif, PCF, Front de Gauche, 2017